

Le pouvoir aux travailleurs

14 Octobre 2012

N° 185

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- « <i>FORUM SOCIAL</i> », C'EST ANANGO PLAN!	2
- LUTTER CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS C'EST LUTTER D'ABORD CONTRE LA MISERE DES PARENTS.....	3
- UNE RIDICULE HISTOIRE DE SORCELLERIE	3 - 4
- LES POUVOIRS PUBLICS DOIVENT INVESTIR POUR RENDRE L'EAU ACCESSIBLE A LA POPULATION	4 - 5
- CES HAUTS DIRIGEANTS SYNDICALISTES N'ONT RIEN A VOIR AVEC LES INTERETS DU MONDE DU TRAVAIL !.....	5 - 6
- LES ENSEIGNANTS DU SECOND DEGRE DU SECTEUR PUBLIC REVENDIQUENT !	6 - 7
- LES ENSEIGNANTS DU PRIVE MENACENT EUX AUSSI D'ENTRER EN GREVE !	8
- EFFICIENT SHIP GUARDS : LE PATRON « <i>VOLE</i> » LES TRAVAILLEURS	8 - 9
- DARLING : LES TRAVAILLEURS EN ONT ASSEZ DE L'ARROGANCE DE LA DIRECTION !	9
- BATIMENT : UN ACCIDENT MORTEL SUR UN CHANTIER AU PLATEAU, FAUTE DE MESURE DE SECURITE	9 - 10
- DES JOURNALIERS RACONTENT LEUR QUOTIDIEN !.....	11
- AFRIQUE DU SUD : VIVE LA LUTTE DES MINEURS !	3 - 4

« <i>FORUM SOCIAL</i> », C'EST ANANGO PLAN!

A l'occasion du 1^{er} mai, les dirigeants des syndicats avaient déposé, comme à leur habitude, leurs « *cahiers de doléances* » au gouvernement. Celui-ci avait promis d'organiser un « *forum social* » pour faire le point de la situation des travailleurs. Ainsi, des représentants du patronat, du gouvernement et des syndicats se sont concertés durant deux longs mois, soi-disant pour prendre des décisions. Ils n'ont pas encore annoncé, lesquelles. Mais ceux qui parmi les travailleurs en attendent quelques choses de bon seront bien déçus !

Leur forum, c'est du cinéma et de la tromperie. Depuis des années, ils savent que ça ne va pas pour les travailleurs. Et C'est maintenant qu'ils vont s'asseoir durant deux mois pour parler de tout cela ? Ils ont des yeux et des oreilles pour connaître les difficultés dans lesquelles vivent les travailleurs. Ils ne peuvent pas ignorer, par exemple, que nombreux d'entre nous, dormons à même la cour des usines, des docs ou des chantiers, faute de moyens de transport. Ils savent combien nous avons des problèmes pour subvenir à nos besoins les plus élémentaires, tels que se nourrir, se loger, se soigner ou scolariser nos enfants. Ils savent que le riz, l'huile, le savon, etc... tout ce que les travailleurs consomment chaque jour, sont hors de prix, compte tenu des bas salaires qui leurs sont payés !

Ils savent que notre situation, au lieu de s'améliorer, ne fait que se dégrader d'année en année, depuis plus de 25 ans ! Depuis des années, la majorité d'entre nous sommes des journaliers, corvéables à merci ! Sans garantie de pouvoir garder son emploi ; sans pouvoir bénéficier d'une retraite. C'est tout cela qu'il s'agit aujourd'hui de changer !

Ceux qui font semblant de s'activer dans ce forum ne vivent pas le quotidien des travailleurs. On ne peut pas compter sur eux pour améliorer nos conditions d'existence.

N'importe lequel d'entre nous, qui a un petit vécu dans une entreprise ou un chantier, a eu l'occasion d'apprendre à ses dépens qu'un patron ne met pas la main à la poche sans y être contraint et forcé par les travailleurs ; que dans un conflit qui oppose les patrons aux travailleurs, le gouvernement est toujours du côté des patrons, jamais du côté des travailleurs ! Leur armée et leur police sont là pour frapper les travailleurs qui revendiquent, jamais les patrons !

Nous devons savoir aussi que le résultat d'une négociation entre les travailleurs et leurs patrons, quand négociation il y a, dépend du rapport des forces sur le terrain de la lutte des classes. Sinon patronat et gouvernement ne mettent jamais les mains à la poche de façon conséquente en faveur des travailleurs !

Le cas des dockers est justement là pour nous éclairer. Il y a un peu plus de deux mois, s'était tenue une concertation tripartite concernant les dockers qui revendiquent depuis plusieurs années des augmentations de salaire. A cette rencontre, il y avait d'un côté les dirigeants des syndicats des dockers, de l'autre, le patronat du secteur du port et le gouvernement. Les dockers n'ont obtenu que 5% d'augmentation. C'est-à-dire 5.000 Fr d'augmentation par mois, pour celui qui avait un salaire de 100.000 Fr. Et 2.500 Fr pour celui qui avait 50.000 Fr ! Et en contrepartie, gouvernement et patronat ont exigé d'eux une « *trêve sociale de 3 ans* », sous peine de mettre en prison les leaders des mouvements durant cette période ! Voilà leurs cadeaux !

Alors, ce n'est certainement pas de ces gens-là que les travailleurs doivent aujourd'hui attendre une quelconque solution à leurs problèmes. Ils ne peuvent compter que sur leur capacité de s'organiser et de se mobiliser pour être en mesure d'imposer leurs revendications vitales.

Les travailleurs qui ont conscience de cette réalité, doivent œuvrer eux-mêmes, pas à pas, à la construction de leur organisation de lutte. Ce travail, plus que nécessaire, personne ne le fera à leur place.

L E U R S O C I E T E

LUTTER CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS C'EST LUTTER D'ABORD CONTRE LA MISERE DES PARENTS

Le 21 septembre a été décrété journée mondiale de lutte contre le travail des enfants. A cette occasion, en Côte d'Ivoire, il y a eu des célébrations officielles dans certaines villes du pays. Le ministre d'Etat, ministre de l'Emploi, des Affaires sociales et de la Solidarité, à l'occasion d'un de ces discours sur ce sujet, s'est fendu des phrases du genre « *Des enfants astreints au travail ! Cela n'est pas acceptable* » ou « *La place des enfants est à l'école et non dans les plantations* » ou « *les contrevenants aux textes réglementaires existants subiront la rigueur de la loi* »

Bien sûr que la place d'un enfant est à l'école. Mais on le met à l'école avec quoi ? Surement pas avec des phrases de ce genre ! La réalité c'est que ce ne sont pas avec les salaire insuffisant d'un ouvrier ou les revenus

d'un petit paysan que les enfants pourront être habillés, soignés, nourris et éduqués. Les parents pauvres sont forcés de mettre leurs enfants au travail pour avoir des revenus supplémentaires ou, ainsi, des charges en moins. Alors lutter contre le travail des enfants c'est d'abord débarrasser la société de ce système d'exploitation qui maintient dans la plus grande pauvreté la majorité de l'humanité tandis que d'un autre côté une infime partie de la population ne sait pas quoi faire de son argent.

Pour les profits de cette minorité, des milliers d'emplois sont supprimés chaque jour, jetant dans la misère de nombreuses familles. Il est scandaleux que des personnes qui travaillent soient obligées de dormir dehors à cause de leur salaire qui ne leur permet pas de s'offrir un simple logement.

UNE RIDICULE HISTOIRE DE SORCELLERIE

Le 9 octobre dernier, certains journaux ont fait cas d'une prétendue confrérie de 63 « *sorciers* » qui aurait été démantelée dans le village de Bohico, dans la sous-préfecture de Fresco. Cette confrérie compterait des fillettes, des jeunes gens, des femmes et des vieillards. Le chef serait un vieux de 98 ans et cette confrérie aurait fait plus d'une centaine de victimes. C'est un soi disant prophète qui lors d'une croisade les aurait démasqués. Toute cette histoire prêterait à rire s'il n'y avait pas des gens pour prendre pour argent comptant ce que racontent ces journaux.

Dès lors, la vie de ces prétendus sorciers dans le village devient un calvaire à force d'être traités comme des pestiférés. Ce sont eux les vraies victimes !

Mais l'obscurantisme est tel et les problèmes tellement nombreux et à première vue insurmontables, qu'il devient plus facile d'accuser des personnes sans défenses de tous les maux. Ce qui est par contre criminel c'est que ces journaux sont écrits par des personnes qu'on pourrait qualifier d'intellectuels. Ce sont ceux là même qui véhiculent

L E U R S O C I E T E

ces idées obscurantistes et contribuent à maintenir la majorité de la population dans l'ignorance. Et cela simplement pour vendre leur journal !

Quant à ce pasteur qui aurait démasqué ces « sorcières », on peut aisément imaginer qu'il a payé des journalistes pour faire parler de ses

supposés pouvoirs. Escroc, c'est son gagne pain !

On apprend aussi que Bohico est le village du maire de Fresco : c'est tellement plus facile à l'approche des élections de rejeter son incapacité sur de pauvres gens qu'on accuse être de soi-disant sorcières !

LES POUVOIRS PUBLICS DOIVENT INVESTIR POUR RENDRE L'EAU ACCESSIBLE A LA POPULATION

Des agents de la Sodeci accompagnés d'éléments des Frci ont entrepris de traquer les revendeurs d'eau à Yopougon Gesco. Le prétexte avancé, c'est que ces derniers se seraient branchés directement sur les grands tuyaux de distribution ou alors qu'ils utiliseraient des moteurs pour pomper l'eau, ce qui diminuerait la pression etc.

Le résultat de cette chasse aux revendeurs, c'est que les gens sont obligés de se réveiller à 2h ou à 3h du matin pour chercher un hypothétique endroit où trouver de l'eau, étant donné que l'écrasante majorité d'entre eux n'ont pas les moyens de payer le coût d'un abonnement Sodeci. Ce qui coûte jusqu'à présent aux alentours de 200 000 F.

Les pouvoirs publics de ce pays et la Direction de la Sodeci savent bien que depuis plusieurs années, la capacité des installations de distribution d'eau courante sont dépassés et ne sont pas à mesure de satisfaire les besoins de la population. Il faut que la Sodeci investisse massivement pour la construction de plusieurs forages, de châteaux, de canalisations et renouveler toutes celles qui sont vétustes. Et, il faudrait une baisse significative des coûts d'abonnement, pour le rendre accessible à tous.

Ce n'est pas l'argent qui manque ni à la SODECI, ni à l'Etat. Au lieu de résoudre ainsi le problème de manque d'eau, ils préfèrent traquer des boucs émissaires.

L E U R S O C I E T E

FERMETURE DE LA FRONTIERE AVEC LE GHANA : CE SONT LES PETITES GENS QUI EN ONT FAIT LES FRAIS

Dans la nuit du 20 au 21 septembre dernier, des individus armés ont attaqué le poste frontalier ivoirien de Noé. Suite à cela, le gouvernement ivoirien a officiellement fermé sa frontière avec le Ghana.

La frontière ivoiro-ghanéenne est longue d'environ 600 à 700 km, et il y a mille façons d'entrer en Côte d'Ivoire ailleurs que par les postes frontaliers. Encore plus pour ceux qui ont en vue de perpétrer des attaques. Par contre, il est certain que la fermeture des frontières complique surtout l'existence à des milliers d'usagers qui passent chaque jour par ces endroits. C'est la porte d'entrée et de sortie du Togo, du Benin

et du Nigeria. Mais aussi, dans une certaine mesure du Niger et même du Burkina depuis le début de la crise armée en Côte d'Ivoire. Alors cette fermeture n'a pas pu empêcher le trafic de continuer. Seulement, si les voies d'accès officielles sont coupées, il a repris par des chemins détournés ou clandestins, rallongeant le chemin des usagers ou les mettant à la merci des trafiquants. Il va sans dire que cette situation a aussi renchéri les frais de transport.

En dernier ressort donc, cette fermeture des frontières a plus pesé sur les petites gens.

DEVENIR PREFET OU TAULARD, CA DEPEND DU CAMP QU'ON A CHOISI !

Tuo Fozié, Coulibaly Ousmane dit Ben Laden et Messamba Koné, ont été tous trois nommés, respectivement, préfet de Bondoukou, San Pédro et Guiglo. Leur Curriculum Vitae (CV) est le suivant : ex-Fds (caporaux ou sergents) ; ex-auteurs du coup d'Etat de 1999 ; ex-Forces-nouvelles ; ex-chef de guerre ; ex-tombéur de Gbagbo ; ex-commandant de la « *lutte contre le racket* » sous Ouattara (pour l'un d'entre eux) ; ex-

commandant de la zone de Yopougon, pour un autre, etc.

Autant dire par exemple que le Général Dogbo Blé, et autres sergents chefs Jean Noël Lagaud, Lobé, Gustave Didier, Yapi Yavo, auraient pu bénéficier de la même ascension. Hélas pour eux, ils ont mal choisi leur camp. Ils viennent d'écopier 15 ans de prison pour l'« *assassinat* » du colonel major Dosso Adama. Au lieu d'être propulsés préfets ou ministres, ils sont en taule !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CES HAUTS DIRIGEANTS SYNDICALISTES N'ONT RIEN A VOIR AVEC LES INTERETS DU MONDE DU TRAVAIL !

Le 10 octobre, une délégation de l'Ugtci a été reçue par le 1^{er} ministre. Elle était venue lui présenter le « *nouveau comité de direction* » de leur syndicat. Son nouveau Secrétaire Général est un certain Ebagnérin Joseph. Si son nom n'est pas connu des travailleurs, il l'est certainement du patronat. Il est actuellement Président du Conseil d'Administration de la CNPS, qui est une entreprise semi-privée qui gère l'argent de la retraite des travailleurs du secteur privé.

Ce nouveau Secrétaire de l'Ugtci a déclaré ce jour-là au 1^{er} ministre : « *nous sommes pour un syndicalisme de participation responsable* ». Etre de « *participation responsable* » devant le patronat et devant l'Etat, il l'est certainement, comme l'ont été avant lui ses prédécesseurs. On peut dire qu'un type qui commence avec un langage pareil est là surtout pour tromper les travailleurs

LES ENSEIGNANTS DU SECOND DEGRE DU SECTEUR PUBLIC REVENDIQUENT !

Suite à une lutte menée en 2009, les enseignants du second degré avaient obtenu une revalorisation catégorielle de leur salaire. Ils avaient contraint le gouvernement d'alors à leur verser sur le champ la moitié de cette revalorisation, avec effet rétroactif depuis 2007. Cet accord stipulait aussi que l'autre moitié leur serait payée rétroactivement « *après le point d'achèvement du PPTE, par tranche, selon les moyens disponibles* ».

Le PPTE est maintenant là mais la revalorisation a été omise. Mais le gouvernement ne manque pas d'argent puisqu'il vient d'équiper d'un seul coup les Frci et la gendarmerie de

500 véhicules flambants neufs, sans compter tous les cadeaux déjà faits aux riches et ceux en préparation déjà annoncés par le ministre de l'Economie cette semaine. Les enseignants, eux, ont été évidemment oubliés.

C'est ainsi que ne voyant rien venir, ils ont décidé de bloquer les notes de toutes les évaluations qu'ils feront à compter de maintenant.

On ne peut que souhaiter que leur mouvement gagne d'autres catégories de salariés du secteur public pour avoir plus de force et plus de chance de gagner face à l'Etat-employeur.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LES ENSEIGNANTS DU PRIVE MENACENT EUX AUSSI D'ENTRER EN GREVE !

Les enseignants du privé ont fixé la date du début de leur grève au 24 octobre. Certains revendiquent le versement d'arriérés de salaires depuis 1997 !

Ils dénoncent la situation de certains d'entre eux qui touchent un salaire de 30.000 à 40.000 Fr par mois,

alors que la convention collective définit leur salaire minimum à 103.000 Fr !

Leurs syndicats revendiquent aussi le passage de ce salaire à 120.000 Fr pour le 1^{er} cycle et à 140.000 Fr pour le second cycle. C'est toujours bon à prendre, même si ce niveau de salaire est loin de suffire pour faire face à la cherté de la vie !

EFFICIENT SHIP GUARDS : LE PATRON « VOLE » LES TRAVAILLEURS

Efficient Ship Guards est une entreprise de gardiennage de bateau située au Port de pêche à Vridi. Elle employait environ une soixantaine de personnes. Les salariés sont régulièrement prélevés de la CNPS sur leurs bulletins de salaire depuis de nombreuses années. Et chaque fois qu'ils se plaignent de ne pas voir leur numéro CNPS figurer sur les bulletins, le patron les rassure mais après il renvoie les plaignants à l'occasion d'événements bénins. Une quarantaine de salariés ont estimé que ce jeu du chat et de la souris n'a que trop duré. Coincé, le patron leur a dit qu'ils pouvaient aller vérifier à la CNPS, qu'ils étaient bien déclarés. Mais quelque temps après, il les a renvoyés en prétextant qu'il a des difficultés économiques.

Il a promis payer leurs droits dans les deux semaines qui suivent. Sauf que cela fait maintenant plus de six mois que les travailleurs sont dehors et n'ont rien perçu. Mais, pire, à la CNPS, seuls

quelques uns d'entre eux, moins d'une dizaine, sont déclarés, et encore, le patron a arrêté de payer les cotisations depuis 2007. Ils ont ainsi porté plainte à la justice pour licenciement abusif et non déclaration à la CNPS.

Ce genre de cas est très fréquent.

En effet, de nombreux patrons prélèvent indûment les cotisations sociales sur les salaires de leurs travailleurs sans les déclarer ni même reverser les cotisations. D'autres vont jusqu'à attribuer à leurs salariés de faux numéros CNPS. Malheureusement certains découvrent l'escroquerie trop tard, souvent quand l'entreprise a déjà fermé.

Espérons que les travailleurs de cette entreprise auront gain de cause. Mais ce ne sera pas seulement en comptant sur la justice mais bien plus sur leur mobilisation.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

DARLING : LES TRAVAILLEURS EN ONT ASSEZ DE L'ARROGANCE DE LA DIRECTION !

Depuis un moment, la direction ne cesse de provoquer par ses propos et gestes. Elle ne fait que s'attaquer aux travailleurs par tous les moyens. Tantôt ce sont des heures supplémentaires qu'il faut obligatoirement faire, tantôt ce sont des injures. La nouvelle trouvaille, c'est de demander aux travailleurs de faire un travail au rendement à la place des 8 heures de travail. Ce qui fait que l'ouvrier qui n'a pas fini sa tâche, est obligé de rester jusqu'à 18h30 au lieu de descendre à 16h30. Et même ceux qui ne finissent pas sont obligés de revenir très tôt le lendemain matin pour pouvoir finir et commencer la nouvelle journée aussitôt. Il y a moins d'un an, le patron exigeait des peigneurs, (ceux qui dressent les fibres avec des peignes chauds pour donner une forme rectiligne aux mèches) de faire tout au plus 20 kg de mèche par jour. Aujourd'hui, il

demande aux mêmes peigneurs de faire 40 kg par jour.

Comme dans une vraie prison, la direction a décidé d'ajouter l'interdiction de l'utilisation de téléphone portable au sein de l'usine. Et c'est pour l'exécution stricte de cette mesure que la Directrice a décidé de faire un contrôle physique des téléphones. Ainsi, elle a trouvé le téléphone de 4 journaliers qui n'étaient pas éteints. Ce fut un motif suffisant pour elle pour mettre les quatre journaliers à la porte. Quand les délégués ont voulu intervenir, elle a dit que quand elle est en colère, personne ne doit s'approcher d'elle. Cette attitude a provoqué la grogne générale des travailleurs et, c'est à ce moment qu'elle s'est ravisée et a annulé sa décision ; quelques jours après, les quatre collègues ont repris le travail

BATIMENT : UN ACCIDENT MORTEL SUR UN CHANTIER AU PLATEAU, FAUTE DE MESURE DE SECURITE

Dans la deuxième quinzaine du mois de septembre, un éboulement de terre a fait un mort et deux blessés sur le chantier de l'immeuble en construction en face du stade Houphouët Boigny au Plateau. Ce dimanche-là, ils étaient quelques travailleurs, surtout des manœuvres pour descendre dans un trou profond de plus de 3 mètres. C'était pour remblayer et arranger les parois du trou que la machine venait de creuser la veille. Mais comme c'est souvent le cas sur ces chantiers, les patrons n'ont pas

pris de précautions même de sécurité élémentaires.

Il n'y avait pas de filet pour retenir les parois. Un éboulement de terre s'est produit. Un travailleur est pris de dos et ne peut pas se sauver à temps. Les deux autres travailleurs qui ont eu la chance de ne pas être ensevelis, ont été grièvement blessés. Ils ont été conduits dans une clinique pour des soins mais peut-être garderont-ils les séquelles pour tout le reste de leur vie.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Ces cas d'accidents sont légions sur les petits chantiers, mais aussi sur les grands chantiers où pourtant les patrons ont les moyens nécessaires pour les

éviter. Ce travailleur a perdu la vie pas par accident mais plutôt à cause de l'incurie du patron.

DES JOURNALIERS RACONTENT LEUR QUOTIDIEN !

Trouver un boulot aujourd'hui n'est pas chose facile. Et quand on en trouve, les conditions sont dures. Ci-dessous, deux témoignages :

Journalier à RMI

« Je suis un journalier dans une entreprise qui s'appelle RMI (Rectification Mécanique Industrielle). Je suis soudeur, dans cette entreprise de soudure et de construction mécanique industrielle. Elle est située à Vridi. Depuis plus de cinq ans que j'y suis, je n'ai pas de statut fixe. Tantôt le patron me fait travailler, tantôt il me dit de retourner à la maison quand il estime qu'il n'a pas de boulot pour moi. Souvent, il m'envoie faire des missions mais sans me payer quelque chose en plus. Je suis rémunéré selon le nombre de jours de travail effectué. Le salaire que nous percevons ne suffit pas pour vivre. Une fois que tu paies le loyer, le reste ne te permet pas de te nourrir jusqu'au 15 du mois et te permet de faire face à d'autres besoins. Je suis obligé de marcher de mon lieu d'habitation jusqu'à Adjamé pour emprunter le bus chaque matin. Et le soir, c'est la même chose. Je suis obligé de faire un peu d'économie sur le transport pour pouvoir atteindre la fin du mois. Dans cette entreprise, il est difficile de revendiquer. Si jamais un ouvrier parle de revendication ou de syndicat et que le patron en est informé, il le met à la porte. En cinq ans, j'ai vu des collègues renvoyés pour avoir décrié les

salaires de misère que nous percevons ».

Journalier à SCODI

« Il n'y a pas longtemps que je travaille à la Société de Conserverie de Côte d'Ivoire. SCODI est la troisième grosse entreprise de traitement et de conserverie de thon situé au port de pêche à Vridi. Je me suis retrouvé dans cette société par l'intermédiaire d'un chef de personnel qui n'y travaille plus. Les journaliers sont payés 250 francs de l'heure ce qui fait 2 000 francs pour huit heures de travail. Je quitte la maison à 5 heures du matin et je rentre vers 22 heures sauf le dimanche où je ne travaille pas. Attention aux absences parce que le patron n'hésite pas à te couper deux jours de ta paie. Nous sommes payés chaque quinzaine. Mais très souvent les deux heures de travail supplémentaires que nous faisons chaque jour ne sont pas prises en compte lors du paiement.

Nous ne sommes pas tous déclarés à la CNPS. J'ai mon doigt qui a failli être broyé par la machine. C'est après plusieurs démarches effectuées auprès des patrons que les frais des soins ont été pris en charge ».

Ces deux journaliers sont comme des milliers d'autres à Vridi, à la zone industrielle de Yopougon comme ailleurs à Abidjan. L'exploitation qu'ils subissent est partout la même.

<p>AFRIQUE DU SUD VIVE LA LUTTE DES MINEURS !</p>

Depuis deux mois les grèves se multiplient dans le secteur minier en Afrique du Sud. Cela a commencé au début du mois d'août dans les mines de platine Lonmin de Marikana. Devant la détermination des 28 000 mineurs, les forces de répressions ont massacré 34 grévistes. Les grévistes de Marikana réclamaient une augmentation de salaires de 200%. Devant l'ampleur du mouvement la direction a dû céder une augmentation de 10 à 20% suivant les catégories.

Les travailleurs d'Amplats à Rustenberg, numéro un du platine, se sont mis dans le mouvement de grève. Ils réclament aussi une augmentation de salaires. Le patronat a attaqué en licenciant 12 000 mineurs sur un effectif de 28 000. La protestation a repris de plus belle. Et ils n'écoutent plus leur syndicat qui voulait faire reprendre le travail. Il y a eu affrontement avec la police et un mineur a été tué. Pour l'instant il n'y a pas eu d'accord entre les mineurs et le patronat. Et en ce début d'octobre d'autres mines de chrome, d'or, de charbon, de fer et de diamant ont été aussi entraînées dans le mouvement. D'après la Chambre patronale des mines, 24 compagnies étaient paralysées par la grève. Pour l'instant, les mineurs ne sont pas prêts de se laisser intimider et reprendre le travail.

Tout dernièrement, ce sont les routiers qui se sont mis dans le mouvement. Eux aussi ils réclament des

augmentations de salaires. Leur action a touché rapidement la vie économique du pays. L'essence n'était plus distribuée, les distributeurs de billets étaient vides. En plus, les grévistes ont contrôlé efficacement leur mouvement au point que tous les camions étaient en arrêt. Le patronat a, ici aussi, cédé une augmentation de salaire de 10%. Les routiers ont repris le travail le 12 octobre, la tête haute.

Au cours de ces grèves la classe ouvrière a su franchir en grande partie les obstacles qui se sont dressés contre son mouvement de grève. En particulier éviter le jeu des organisations syndicales officielles qui tentaient de casser le mouvement de grève. Lorsque des délégués tentaient d'aller à l'encontre des intérêts des ouvriers ceux-ci les ont destitués pour les remplacer par d'autres qui tiennent compte des décisions des travailleurs.

La classe ouvrière sud-africaine est la plus importante du continent. On voit qu'il y a un nombre important de travailleurs qui sont décidés à défendre leurs intérêts quitte à risquer leur vie. C'est quelque chose de déterminant pour l'avenir dans ce pays où l'industrie est relativement moderne avec une classe ouvrière qui capitalise des traditions de lutte collective radicale.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.